

Attaques - Il est celui qui ose opposer l'intérêt public aux manœuvres agressives des lobbies, qui réclament sa tête. Le Conseil fédéral, jusqu'ici, a tenu bon.

Philippe Roch dans la fosse aux lions

Pour ses dix ans à la tête de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP, acronyme imprononçable que chacun remplace par le sigle allemand BUWAL), la droite dure du parlement a voulu offrir à Philippe Roch un cadeau de choix: une guillotme. Dans une motion signée par 77 conseillers nationaux, demandait rien moins que la suppression de l'office, avec dans le panier de son, la tête de son chef. Parmi les signataires de cette offensive brutale, confiée au radical lucernois Karl Tschuppert, on trouve l'élite de l'UDC (Blocher, Maurer, Mörgeli), mais aussi le président du Parti radical Gerold Bührer, et quelques Romands, comme le Valaisan Charles-Albert Antille, le Bernois Pierre Triponez, les Vaudois Charles Favre, Serge Beck, René Vaudroz.

Cette salve d'artillerie contre un haut fonctionnaire n'est en réalité qu'une péripétie dans la véritable traque dont Philippe Roch fait l'objet. Car il n'y a pas que la droite anti-écologique pour vouloir sa peau: une partie de la communauté scientifique s'y est mise, au terme d'une véritable campagne orchestrée sur le net - la «BUWAL-Campaign» - par les milieux industriels et scientifiques, au motif que l'office a interdit l'expérimentation d'OGM en plein champ par un chercheur de l'EPFZ. Et depuis quelques jours, ce sont les opérateurs de téléphonie mobile qui harcèlent Philippe Roch, sous prétexte que les normes en matière d'électrosmog sont trop sévères, et empêchent donc l'implantation de quelque 2000 nouvelles antennes. Ces trois derniers épisodes de la guerre anti-Roch présentent plusieurs points communs, le principal étant que le BUWAL empêche les entrepreneurs d'entreprendre en paix, tous domaines confondus.

Lorsqu'on se penche sur l'argumentation de la droite du parlement,

on est surpris de la légèreté de la démarche. «Le BUWAL est tout-puissant», se fâche l'agriculteur Karl Tschuppert lorsqu'on lui demande ses motivations profondes. Oui, mais encore? Le refus d'autoriser une recherche sur les OGM «fait perdre du temps et n'est pas dans l'intérêt des clients», dit-il. Quant à l'intérêt de la population... L'office aurait encore trop d'argent, trop de fonctionnaires - mais on ne saura jamais sur quoi, sur quelle analyse du cahier des charges, par exemple, se fonde ce reproche. Le Vaudois René Vaudroz, lui, estime qu'«il y a des exagérations qui hérissent», une «manière totalitaire» d'imposer des normes aux cantons, que cela «va trop loin», que le BUWAL ne respecte pas la démocratie. «Il faut mettre l'homme au centre de la nature», dit encore le député de Leysin - formula- tion qui signale son appartenance à Aqua Nostra, le lobby anti-écologique qui, précisément, veut la tête de Philippe Roch. Comme quoi cette démarche politique, qui a rassemblé un tiers du parlement, n'est en réalité qu'un mouvement d'humeur, et que cette mise en cause des budgets, du personnel et du patron du BUWAL ne repose sur rien de précis, sinon une sorte d'exaspération diffuse. D'ailleurs, les chiffres sont éloquentes: sur 4500 décisions prises par le BUWAL en 2001, seules 14 ont fait l'objet d'un recours.

C'est le cas notamment de l'essai de blé transgénique en plein champ que voulait faire un chercheur de l'EPFZ - autre affaire exemplaire, sur laquelle Moritz Leuenberger a dû s'expliquer mercredi dernier au Conseil des États, s'étonnant des réactions «véhémentes et orchestrées» qui ont suivi la décision de Philippe Roch - décision prise dans un état d'esprit «calme et serein», dit aujourd'hui le Genevois: «Quand je prends une décision délicate, je le fais de manière

professionnelle et convaincue, et je l'assume avec courage.»

Priorité à la population

Il lui en faut. 250 scientifiques ont dénoncé, non sans arrogance, cette entrave mise à une recherche jugée par eux (et par l'industrie pharmaceutique...) prioritaire. Or ce fameux blé contient un gène de résistance aux antibiotiques, une technologie obsolète et abandonnée partout aujourd'hui, notamment en raison du fait qu'on ne peut pas exclure une dispersion de ce gène dans l'environnement. La balance des intérêts faite par Roch est intéressante: d'autres auraient privilégié les intérêts de la recherche et de l'économie, lui, dans le doute, a donné la priorité à la protection de la population.

Même démarche dans l'affaire des antennes de téléphonie mobile. Il est vrai que les normes suisses - définies par le Conseil fédéral, non par Philippe Roch en personne... - sont plus sévères que les normes européennes. Or les pressions des opérateurs s'accroissent, relayées par «Avenir Suisse», un nouveau lobby en faveur du développement économique et social. «Les opérateurs sont nerveux, déplore Philippe Roch. Mais nous arriverons à une solution. Nous sommes prêts à des compromis, tant que l'on reste dans le cadre de l'ordonnance du Conseil fédéral. » Et c'est bien là qu'est le problème: ce que veulent les opérateurs, soutenus en cela par... l'Office fédéral de la communication, c'est un abaissement des normes. «Nous n'avons pas du tout les mêmes intérêts, expliquait récemment l'Office de la communication au «Temps». Nous prêchons pour un élargissement des moyens de communiquer. Eux restent sur les positions les plus strictes du monde.»

Voilà qui fait désordre au sein d'un même département, mais qui est exemplaire de la démarche de Roch, faite de réserve et de prudence au nom du principe de précaution. En quoi il a le soutien de la population, inquiète des

effets possibles des rayons non ionisants (électrosmog) émis par les antennes, et des risques liés aux OGM. Une initiative populaire a d'ailleurs été lancée cette semaine, qui demande un moratoire dans la construction de nouvelles antennes, et des études scientifiques sur leurs effets - une vraie catastrophe pour les opérateurs.

Bon pour la Suisse!

Finalement, c'est peut-être son calme, sa sérénité, sa fermeté dans les principes qui agacent le plus les adversaires de Philippe Roch. Sa résistance sous l'averse aussi: «Je n'ai pas de carapace, mais une grande solidité intérieure. Quand on m'attaque? Je réfléchis... » Jusqu'ici, il a bénéficié du soutien sans faille de son patron, Moritz Leuenberger. «Philippe Roch tient tête aux lobbies pour affirmer l'intérêt public, avec son éthique et sa personnalité. C'est donc l'homme à abattre! analyse René Longet, président de la Société suisse pour la protection de l'environnement. Mais si on devait le lâcher alors ce serait la capitulation de l'Etat devant les lobbies. »

Si la position de la Suisse en matière de développement durable est exemplaire et reconnue dans les organisations internationales, c'est aussi à lui qu'on le doit. Il n'y a pas de doute: Philippe Roch est bon pour la Suisse.

Philippe Barraud